

Opération poudre aux yeux de la conseillère fédérale Karin Keller Sutter !

Les 37 jeunes auraient déjà dû être accueilli-e-s en Suisse depuis bien longtemps !

Communiqué de presse d'Évacuer MAINTENANT, le 18 décembre 2020.

Alors que dans le nouveau camp de Moria, les conditions de vie indignes se dégradent (températures glaciales, chauffage inexistant, absence de douches, inondations, tentes sans sol, enfermement, etc) et que les violations des droits humains par la police et les garde-frontières sont quasi quotidiennes, la Conseillère fédérale Karin Keller-Sutter annonce pour Noël, vouloir voler au secours de 37 mineurs non-accompagnés. Cette annonce est une opération de communication visant à masquer l'inaction coupable du gouvernement.

Faire du neuf avec du vieux

En effet, 17 des mineur.e.s qui seront accueillis, le seront en regard du respect des lois en vigueur, notamment en raison du regroupement familial. Ainsi, en y regardant de plus près, l'effort supplémentaires que le gouvernement suisse consent à faire est l'accueil de 20 nouvelles personnes. Or l'accueil des 20 jeunes avait déjà fait l'objet d'une annonce en septembre et ne représente donc pas un engagement supplémentaire de notre gouvernement. Concrètement, si nous pouvons nous réjouir que 37 mineurs sortent de cet enfer, nous déplorons que le Conseil fédéral continue d'ignorer la situation dramatique et de ne faire preuve d'aucune volonté politique. Pour rappel, la Suisse avait accueilli 53'000 réfugié-e-s en une année lors de la guerre du Kosovo ou 13'000 réfugié.e.s lors de la crise hongroise des années 50...des chiffres très éloignés des 37 jeunes annoncés.

La société civile augmente la pression

Face à cette inaction coupable et dangereuse pour la vie de ces personnes, la société civile continue de s'organiser et augmente ses soutiens. En plus des 50'000 personnes et 140 organisations qui ont soutenu l'appel « Evacuer MAINTENANT », 25 villes et municipalités se sont déclarées prêtes à accueillir des réfugié.e.s et des églises et paroisses mettent leurs propres structures à disposition pour faciliter cet accueil. De telles offres d'aide arrivent chaque semaine sur le bureau de Madame Karin-Keller Sutter qui continue de faire la sourde oreille.

La Suisse doit agir immédiatement !

Après 5 ans, la Grèce et la communauté européenne ne sont toujours pas parvenues à créer des conditions humaines dans les camps des îles de la Mer Egée. En tant que membre de l'espace Schengen, la Suisse bénéficie du système de Dublin et est donc en partie responsable des conditions désastreuses aux frontières extérieures de l'UE. L'agence de protection des frontières Frontex, qui est cofinancée par la Suisse, a également été récemment accusée d'avoir commis des violations massives des droits humains à l'encontre de réfugié.e.s dans les régions insulaires grecques. L'engagement de la Suisse dans Frontex mine donc la crédibilité de son engagement humanitaire. Avec l'arrivée de l'hiver et la deuxième vague du coronavirus, le gouvernement et les autorités suisses doivent de toute urgence remplir leurs obligations et prendre les mesures suivantes :

- Cessez le financement de l'agence Frontex et retirez tous les gardes-frontières jusqu'à ce que les enquêtes sur les incidents soient terminées et que les responsables soient tenus de rendre des comptes.
- Utilisez toutes les ressources disponibles pour accueillir plusieurs milliers de réfugiés des îles grecques.
- Travailler à une solution au niveau européen pour évacuer les camps de réfugié.e.s grecs après que la Suisse ait apporté sa contribution.

Il n'y a qu'une seule solution viable à la situation de Lesbos, Samos et des autres îles grecques : évacuer MAINTENANT. La Suisse peut et doit apporter une plus grande contribution !

Contacts :

- Fabian Bracher, Evacuer maintenant (Lesbos ; allemand) :
+41 79 261 21 80 ; fabian@evakuieren-jetzt.ch
- Aybüke Yildirim, Evacuer maintenant (Suisse ; allemand):
+41 76 296 27 57 ; yildirimaybueke.f@gmail.com
- Claude Braun, Evacuate NOW, Sosf, Forum des citoyens européens (Suisse ; français) :
+41 76 461 46 41 ; ch@forumcivique.org
- Salvatore Pittà, Evacuate NOW, Free Place Action Zurich (Suisse ; italien) :
+41 79 591 10 44 ; s.pitta@freiplatzaktion.ch